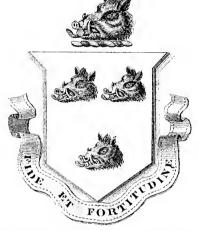


Accessions 159.807

Shelf No. **X**G-3656.**5** 

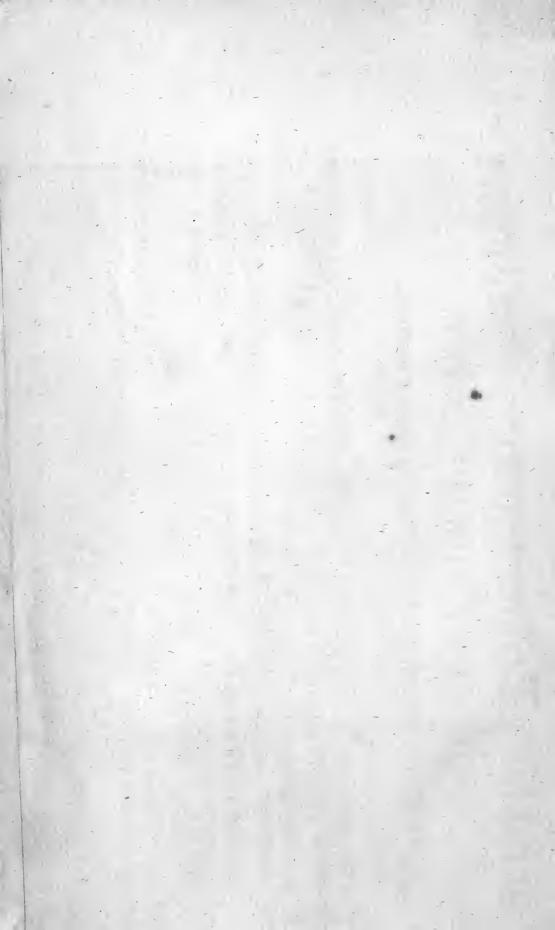
### Barton Library.

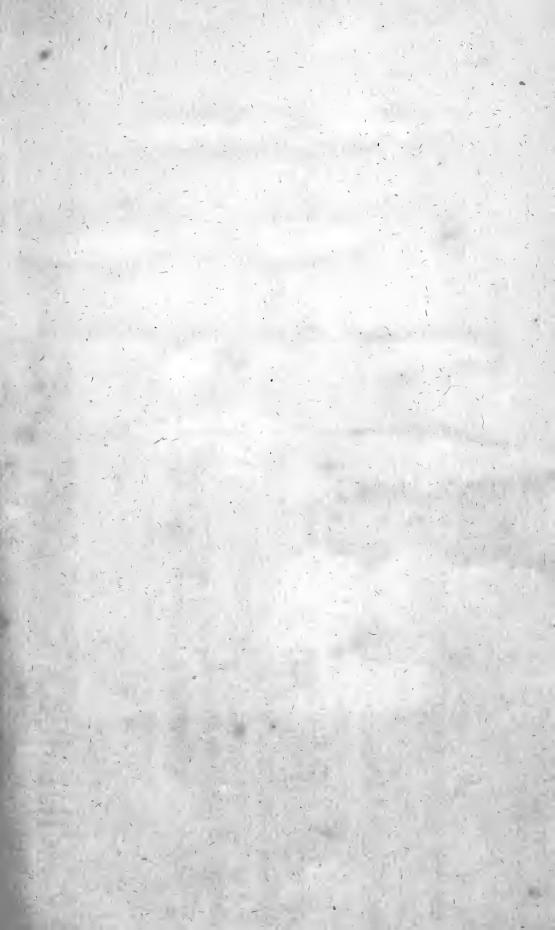


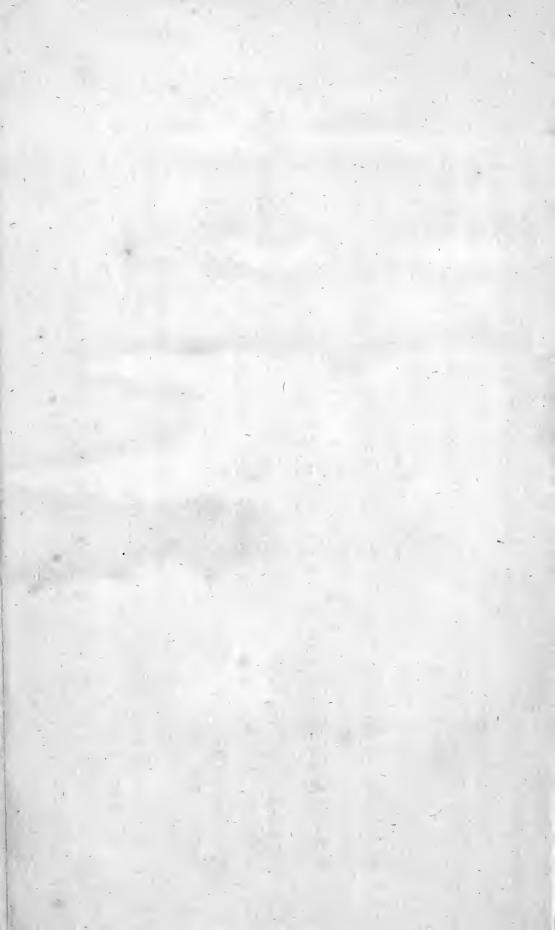
Thomas Pennunt Burton.

## Boston Public Tibrary.

Received. May, 1873. Not to be taken from the Librarys









306

PAMPHLETS.

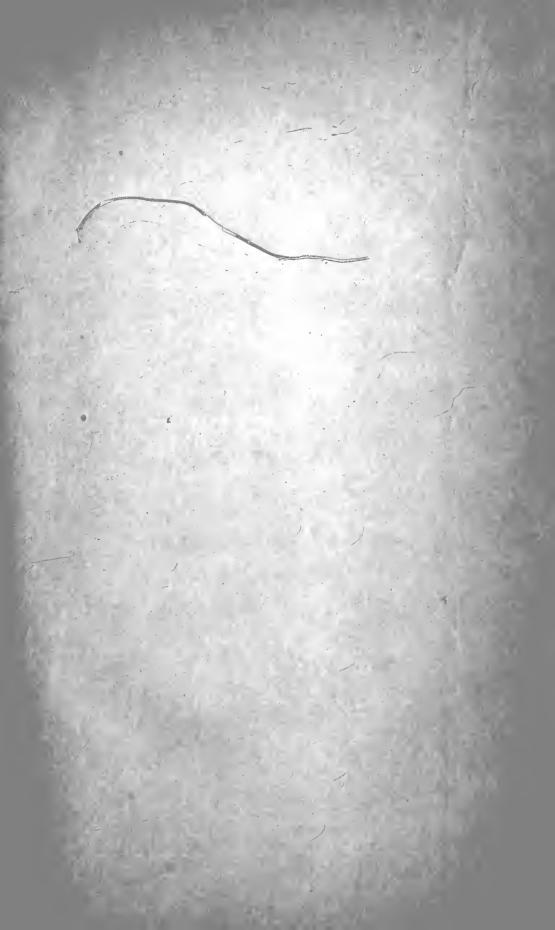
French Revolution.

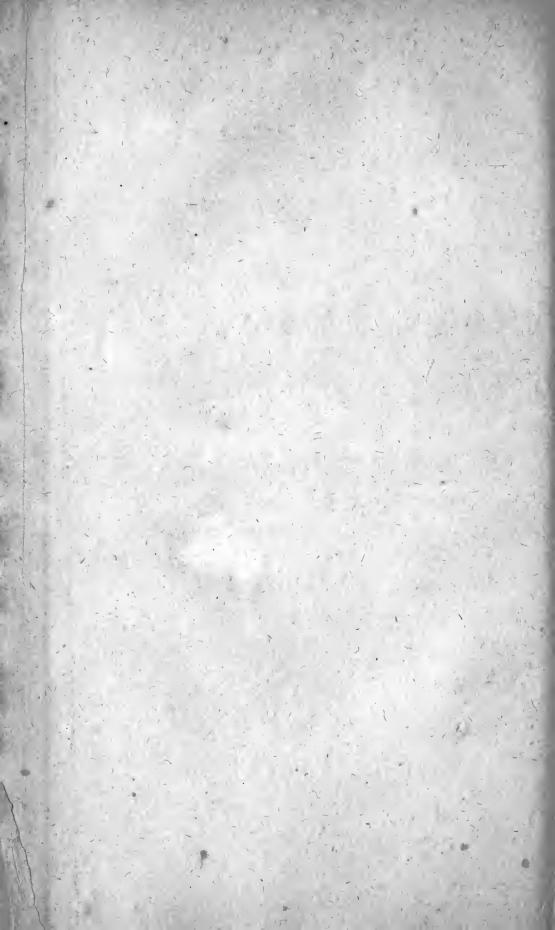
> Tracts, 1789.

Barton dibrary

XG.3656.5

157 80) May. 1873





# SAINT-JEAN,

BOUCHE D'OR.

1789.

The state of the s

# SAINT-JEAN,

## BOUCHE D'OR.

Les clubs analysent, commentent (1), refont, & sur-tout pulvérisent les brochures. Les mauvais écrivains copient, rédigent, gâtent ou perfectionnent les conversations du club. Dans le seu du discours les ames s'échaussent, le patriotisme s'énonce avec plus de vigueur. Dans le silence du cabinet, la raison parle aux hommes avec plus d'autorité, & ordinairement avec plus de succès. Les livres instruisent & préparent les grandes révolutions. Les discussions développent les talens d'un autre genre, & qui vont devenir tout aussi nécessaires.

Quant à moi, qui trouve les clubs

<sup>(1)</sup> Voyez les notes à la fin.

si nombreux, & les brochures bien multipliées, il me semble que l'on complique trop une opération trèssimple. De quoi s'agit-il? D'une administration permanente; d'ôter au ministre un pouvoir illimité, de consolider la dette nationale. De cette triple révolution naissent l'égalité dans la répartition, la liberté individuelle, & la convocation périodique des états-généraux.

On est d'accord sur la nécessité de fonder la constitution sur ces bases primitives. Ces grands objets ont été examinés, calculés, approsondis, & rangés au nombre des vérités premières. Aussi ne prétendons-nous pas redire ce qui a été dit. Mais ne seroitil pas essentiel de constater d'abord l'état dans lequel se trouve cette nation, qu'on veut faire passer du désordre à l'harmonie, de l'esclavage à la liberté, de la dissipation à l'écono-

mié, de l'insouciance des affaires politiques à la manie exclusive de toute autre lecture, de tout autre entretien, de tout autre intérêt. Jetons un coup-d'œil impartial sur les dissérentes classes de la société. Disons la vérité sans ménagement, mais sans rudesse. Peu importe qu'on déplaise, pourvu qu'on instruise.

A la cour tout est consondu: les maisons les plus nouvelles y tiennent le premier rang; l'art coupable de vendre sa protection, a tout avili; la suppression de l'étiquette, tout confondu. On y trouve une sorte d'esprit, dont tout le monde possède une dose très-raisonnable; mais on n'y apperçoit pas une physionomie marquante, une tournure originale, un caractère décidé, un esprit appuyé sur de sortes bases; ensin, pas un homme complet (2). Les uns ne savent pas ce qu'ils devroient savoir, les autres ignorent la

manière de tirer parti de ce qu'ils savent; la capacité n'est qu'une confiance présomptueuse; la prudence, qu'une médiocrité adroite; chez ceux qui ont de l'esprit il y a des vues; chez ceux qui ont des vues, souvent manque le courage de l'ame. Il y a un renversement total d'opinions. Un évêque n'est point un prêtre; un militaire est un homme de cour; un homme de cour est un administrateur: on ne peut pas même estimer son état. On exagere l'ennui qui l'accompagne. Autrefois un homme de cour en imposoit, il inspire aujourd'hui un mouvement de pitié; en le supposant sans nerf, sans capacité, on ne le soupçonne pas même coupable d'injustice. Versatile, mal instruit, important, sont les synonymes d'homme de cour, même dans l'esprit de ceux qui ne pensent pas à être caustiques. On ne croit point à la parole d'un

homme de cour, il est sans crédit; ou si on lui en suppose, on ne le recherche que pour en faire l'instrument de sa fortune ou de son avancement. Cet outrage continuel, fait aux mœurs, à la bonne soi, à l'amitié, éloigne naturellement d'une classe d'hommes qui inspirent une secrète répugnance. Se met-on sous les yeux le tableau essrayant de ce qu'on sait sans le dire, & de ce qu'on dit sans pouvoir en douter, l'ame est prosondément assligée à l'aspect des scènes révoltantes qui le composent.

En réfléchissant sur l'administration, sur les grandes charges, sur les places de consiance abandonnées à des mains si soibles & si impures, l'ame éprouve des secousses, de douleur & de tristesse. Quand on jette les regards sur la manière dont les princes ont été élevés, sur l'état de l'armée (3), sur la situation des sinances (4),

fur les troubles des provinces (5), sur le discrédit des papiers royaux, fur la décadence de la morale, sur les inconséquences de la magistrature; & qu'on se dit, voilà l'ouvrage des hommes de la cour distribués dans toutes les grandes parties de l'administration, le premier moment est à l'indignation, & l'autre à la pitié: car, il faut l'avouer, ce n'est pas méchanceté, c'est impuissance, nullité, légèreté, foiblesse, ignorance. Les deux seuls hommes qui ont illustré ce règne, sont MM. Turgot & de Malzherbes; ni l'un ni l'autre ne connoissoient pas seulement la cour. Si on vouloit faire une fatyre (qui seroit peut-être nécessaire) à cette esquisse, il faudroit joindre les nombreuses anecdotes qui pourroient l'embellir, montrer l'excès du cynisme, les bassession de l'intrigue, la démence d'un administrateur fugitif, comme s'il

étoit des climats qui pussent dérober à la honte & au mépris public. Loin de nous ces coupables récits. Nous dirons seulement, peuples, voilà les hommes qui veulent vous gouverner, vous donner des loix avec des mœurs, se charger de la régie de vos deniers; voilà les dignes tuteurs qui se proposent de veiller à vos prospérités sutures, qui vous sauveront de vos ennemis, & jetteront les immuables fondémens de votre liberté.

Un auteur célèbre a dit du maréchal de Bellisse: Il n'avoit été ni ministre, ni général en 1741, & passoit pour l'homme le plus capable de conduire un état & une armée. Telle est l'histoire de presque tous nos ministres, depuis M. de Silhouette jusqu'à l'archevêque de Sens. Avant de parvenir au ministère, ils sont réputés capables de réussir à tout. Une sois parvenus, ils anéantissent

leur réputation & nos espérances.

Puisque les rois sont assez malheureux pour être par état entourés de grands, laissons-les à ces fonctions domestiques, que la vanité des princes a fort bien fair de rehausser, puisque l'avidité des sujets leur a fait accepter un ministère aussi vil; mais que l'Etat ne confie jamais les intérêts facrés du peuple à une classe qui a répudié la vertu, l'amitié, la bonne foi, le mérite, la force; qui met sa grandeur dans des titres, sa gloire dans de vaines décorations, son bonheur dans l'or, ses ressources dans l'astuce, ses moyens dans l'intrigue. Ce n'est plus le temps où l'on pardonnoit à toute une ville pour un seul homme, d'ailleurs je ne le connois pas cet homme. (6)

Croyez - vous que j'appelle un homme celui qui n'eut jamais que la mesquine adresse (7) d'hésiter lâche-

ment entre deux partis, pour flatter également le monarque dont il vouloit des graces, & le peuple dont il espéroit de la gloire. Avorton en politique, avorton en littérature, avorton en administration, qui invoqua tous les distributeurs de la renommée, dans l'espoir d'arriver sur son aile à la célébrité, quoique souvent averti que la tombe dévoreroit son nom & ses opuscules, qui, sous les dehors étudiés de la tolérance, persécuta avec un fourd acharnement quiconque n'encensoit pas ses douteux & inutiles talens; qui, sous l'extérieur de la décence, orna des boudoirs pour la volupté, & en donna le culte à des prêtres étrangers; qui, n'ayant pas la force d'outrager en face, répétoit avec une cruelle & basse malignité des sarcasmes dans un dépit concentré, & jouissoit tout à la fois des plais sirs de la vengeance & des honneurs

de la modération; qui n'a pas fait un heureux, & verra peut-être, dans sa triste & ridicule vieillesse, la renommée, honteuse d'avoir été surprise, reprendre un suffrage qui lui sut dérobé dans un moment où les dignités, la sortune & le bel esprit étoient tout?

Croyez - vous que j'appelle un homme ce froid orateur de cabinet (8), qui écoute sans comprendre, répond sans décider, prononce sans calcul, juge sans donnée, accorde sans raison, trompe sans nécessité, & prend pour de la gaieté qu'il inspire les rires sardoniques qu'il excite?

Croyez-vous que j'appelle un homme le caporal qui aviliroit le premier des arts, s'il pouvoit l'être; qui fait de l'héroisme un métier, & ne connoît pas même les deux plus grands ressorts de l'humanité, l'honneur de sa patrie & l'amour de son maître?

La cour aujourd'hui est tellement déchue, qu'il n'y a plus de vrais ambitieux: remplacés par de petits intrigans, ceux-ci ont trouvé le rare secret de n'avoir pas même de grands vices. Rien n'est au-dessous de l'homme le plus en saveur; ce qu'il n'ose pas garder, il le sollicite pour de bas

protégés.

Pour juger de notre décadence, il suffit de penser combien nous vénérerions aujourd'hui un cardinal de Fleuri, un maréchal de Bellisse; & cependant ce n'étoit pas de grands génies, ce n'étoient pas des hommes. Mais nous avons l'esprit qui séduit, qui amuse; cet esprit, sans lequel on ne parvient à rien, on ne conserve ni place ni saveur, & qu'on exige aux dépens du succès de la chose publique; tant c'est une belle chose que l'esprit!

Ne dissimulons pas au peuple une vérité essentielle. A la cour, cè sont

les ministres qui ont tout perdu: se faste insolent des uns, la coupable légèreté des autres, l'étonnante impéritie de ceux-ci, l'incroyable bassesse de ceux-là, ont consommé le malheur public. Intrigans pour cacher leur nullité, déprédateurs pour acheter des appuis, astucieux dans l'art punissable d'emprunter, parce qu'incapables d'imaginer, il falloit violer les bourses qu'ils ne pouvoient se faire ouvrir. Ils ont avili leur place, compromis le nom auguste de leur maître, dévoré la substance du peuple, desseché les canaux de l'abondance, éteint le patriotisme, rebuté les étrangers, désolé nos alliés. Je ne nomme personne, je n'accuse personne; mais je demande si, deux hommes exceptés, depuis trente ans le peuple n'a pas été victime de l'incapacité des uns, ou des vices des autres. Il a fallu acheter la probité au

prix du talent, ou le talent au prix des vertus. Mais il faut être juste.

Dans la noblesse que la cour n'exclut que des graces, & dont elle récompense une génération, en laissant monter une demi-heure l'un de ses membres dans un carrosse; chez cette noblesse, dis-je, servant dans la marine, dans les parlemens de province, dans les régimens, il y a del'énergie, du patriotisme, du vrai courage; mais en général elle manque d'inftructions, de principes; défaut qu'on ne lui reprochera pas dans vingt ans. Sans estime pour la noblesse de cour, qu'elle connoît parfaitement, elle forme un corps qui sera tout à la fois le soutien des rois & du peuple. C'est chez elle qu'il faut chercher l'honneur français, ce préjugé, brillant conservateur de cette monarchie, qui avoit survécu douze siècles à la loyale ignorance de nos ancêtres, à la vorace

avidité des traitans, qu'il daigne même laisser subsister, comme s'il étoit au-dessous de lui, de disputer le misérable avantage de posséder beaucoup d'or. La noblesse des provinces ne daigna pas fe mêler aux odieux mysteres de la Ferme, & laissa, pendant quarante ans, à la noblesse de cour les troupes officieuses dont les fermiers-généraux falarioient le crédit & payoient leurs défenseurs. C'est chez elle qu'il faut chercher des hommes à opposer aux dominateurs des mers. Les Ternai, les Duchaffaut, les Couédic, les Suffren, & tant d'autres, ne sont pas des noms de cour, mais ils sont les hommes de TEtat.

Quel est l'homme qui, dans la première assemblée des notables, déploya le plus de courage? Un gentilhomme qui ne vivoit pas à la cour (9). Quel est l'écrivain qui a articulé les vérités

les plus courageuses? Un gentilhomme que la cour n'a pas encore eu le temps de gâter (10). De même que la cour offre quelques exceptions, la noblesse, dont je veux parler, présente aussi des individus peu estimables. La faveur les a, je ne sais pourquoi, placés dans des postes honorables. Ils y ont déployé l'esprit de système, le penchant à l'esclavage, la manie puérile des changemens sans nécessité, la tyrannie des expériences sans probabilité de succès, les ridicules de l'esprit, & tous les travers d'un homme d'abord étonné de sa gloire, & bientôt enivré de sa prétendue capacité. Il faut pardonner à la nature quelques erreurs, & aux gouvernemens de dangereuses méprises. Mais de tels hommes sont pleins d'esprit; ils font des tragédies & en font faire; ils publient des éloges & des critiques, des traités & des hittoires.

L'esprit répare les travers où jette le désaut de bon sens; & des que l'on a de l'esprit, on a tout, il faut que l'on aille à tout. Les livres sont avoir les places & les places sont avoir les livres.

Les dépositaires des loix devroient inspirer à tous les ordres de l'Etat un saint respect. Leurs sentences devroient être des oracles, leurs opinions des autorités, leurs conseils des règles, leurs mœurs des exemples: c'est peu d'être incorruptibles, ils devroient être inaccessibles à la sollicitation toujours suspecte, comme à la recommandation importune. L'expérience, le travail, devroient avoir vieilli leur raison, glacé leurs passions. Alors les rois interrogeroient avec confiance les tuteurs des peuples; & loin de repousser ces répétitions puériles de remontrances, d'arrêtés, de doléances, ils iroient au-devant de la lumière que leur présenteroit le patriorisme.

A la place de ce corps, distributeur impartial de la justice, & surveillant les droits du peuple, que nous reste-t-il? Des corps despotiques, ambitieux de paroître, avides d'une fonction qui leur est étrangère, vacillant dans leurs prétentions. Ils ne sont pas même d'accord sur leur existence. Tantôt le parlement est un (11) & réside dans un seul endroit, tantôt il se multiplie en douze endroits. quelquefois il ne peut se départir du droit de vérification, quelquefois aussi il l'abdique comme une usurpation ancienne dont il rougit. Aujourd'hui il sollicite la liberté de la presse, demain il abandonne à son bourreau des feuilles innocentes qu'a distribuées le patriotisme. Il nourrit dans son sein une guerre intestine, dont le foyer ne s'éteint jamais. Pas une volonté, un projet, un arrêté, qui ne soient combattus avec acharnement; la

victoire n'est décidée que par un bien petit nombre. Dans l'assemblée des corps parlementaires, il n'y a pas plus d'harmonie que dans chaque corps en particulier. Les uns veulent & acceptent des administrations provinciales, les autres les repoussent ou les oppriment. Ceux-ci enregistrent l'édit en faveur des non-catholiques; ceuxlà le rejettent ou l'anéantissent sous prétexte de le modifier; ils refusent l'impôt territorial, & consentent à un emprunt immense sans hypothèque. C'est une anarchie de principes, une incohérence d'idées, une inconséquence dans les démarches, qui affligent le petit nombre d'observateurs, & révoltent ceux qui ne voient que les effets sans remonter aux causes.

Les têtes froides succombent sous les traits de quelques imaginations sougueuses, & n'osent compromettre

dans la lice le paisible bon sens contre la pétulance du jargon moderne. Les hommes suspects laissent sans réponse les écrits destructeurs de renommée, oubliant qu'ils n'ont pas le droit de laisser même les libelles sans résutations. Si M. Linguet calomnie (12), quel pays peut le soustraire à la vindicte publique? mais s'il dit vrai, quel corps peut garder dans son sein l'homme dénoncé à la patrie & à la morale?

Qu'est-ce que le régime parlementaire? une lettre vigoureuse contre l'autorité que la mal-adresse des ministres fait quelquesois succomber, comme les fautes de la magistrature rendent aussi quelquesois l'autorité triomphante. Celle-ci exile & compose, l'autre résiste & bientôt cède. Des deux côtés, jamais de plan, jamais de principe (13), jamais de suite.

Dans le régime intérieur, on ap-

perçoit toutes les petites passions humaines, mises en activité; les ruses de l'intrigue, la vanité des déclamations, les vengeances personnelles, la révolte des jeunes contre l'expérience, la morosité des vieillards contre le talent naissant. Mais où est cette réforme de la jurisprudence criminelle, tant promise & si négligée? où est cette activité dans les jugemens, si souvent recommandée, & jamais obtenue? où est la suppression des abus naissans; des sollicitations dangereuses, même dans le siècle des mœurs, & perverses dans le siècle par excellence de toutes les corruptions? on proscrit ces brûlures ridicules & indécentes, comme s'il y avoit quelque rapport entre la main d'un bourreau & l'opinion; comme si des requisitoires lus par la canaille, & un livre brûlé devant la canaille, pouvoient flétrir le génie & affoiblir son empire:

Le parlement ne fait jamais que ce qu'on lui indique: la suppression des lettres de cachet, la demande des états - généraux, l'état civil rendu aux protestans, la consolidation de la dette publique, les administrations provinciales, sont des objets facrés, réclamés par les gens de lettres, que ses arrêts incendiaires ont quelquesois insultés.

Quand le parlement, par sa constitution, ne devroit pas être éloigné des affaires publiques, il faudroit lui en ôter la discussion, parce que l'esprit qui l'anime est entièrement contraire à celui qui doit présider aux affaires. Cette prodigalité de mots, cette indécision continuelle, cette nécessité de ménager les partis opposés, sont contracter à la pensée une habitude qui nuit trop à la franchise, à la fermeté; qualités inséparables de quiconque se voue au ministère public. Il n'y a

point de sujet quelconque, sur lequel on puisse seulement parler une heure, si l'on ne disoit que ce qu'il faut dire. Lisez les écrits des avocats les plus estimables; cinq ou six moyens de désense sont noyés dans soixante pages de phrases. A plus forte raison, les rapports de Messieurs & le bavardage des gens du roi.

A Dieu ne plaise que nous veuillions enlever à ce premier corps de la magistrature le respect dû à ses soins laborieux, à son désintéressement, à son inflexibilité! mais en rendant hommage à ces qualités premières, qu'on nous permette aussi de fixer les idées, sur le degré d'estime dû à ce corps, dont la cour, la noblesse, les peuples voient les opérations avec désiance.

A Dieu ne plaise que nous veuillions lui refuser le don précieux de l'esprit. Ses remontrances sont des chefs-

d'œuvre d'éloquence, il n'y a que les arrêtés qu'on doive mettre au-dessus. Que seroit-ce d'un parlement sans esprit? non: de ce côté vraiment essentiel, il est au pair de la nation.

Il est un corps non moins respectable, le clergé, qui, dans un autre genre, a causé les mêmes appréhensions. Il se mêle à peu près de tout, excepté des affaires de religion (14). A quels traits pourroit-on reconnoître aujourd'hui des pasteurs spirituels, dans la plupart des évêques? on tombe à leur sujet dans une grande erreur. On leur reproche une tenacité constante; reproche injuste! les biens ecclésiastiques paient suffisamment, & ceux qui les possèdent ont raison de les défendre contre l'avidité financière, ou les projets de l'administration. Le tort du gouvernement est de donner les biens qui ne sont ni mérirés ni employés selon le vœu des sondateurs. On tromperoit, dit-on, leur intention en les retenant. Eh! croit-on la remplir, en les donnant à des hommes qui étalent avec un luxe scandaleux, le fatte & la mollesse? Si le produit de ces bénésices étoit déposé dans une caisse, dont l'emploi seroit en saveur des hôpitaux, des réparations ou édifications des églises, de l'éducation des enfans, n'obéiroit-on pas mieux aux desseins des fondateurs, que d'égarer leurs legs dans des mains impures?

Une seconde erreur bien pernicieuse, c'est d'appeller le clergé à l'administration publique. A quel titre? de quel droit & pour quelle raison? que les nobles fassent partie du premier ordre, & les roturiers partie du tiers-état, ainsi que l'a dit un anonyme, dans une des cinq cents brochures qui nous instruisent plus que ne le croient les ennemis-nés de la presse. De toutes les classes d'hommes, la plus dure c'est celle des prêtres. Qui se resusent par état au plus doux des sentimens, finit par devenir étranger à tous. Aussi le clergé catholique a-t-il toujours été le plus altier, le plus intolérant. Si on le rapproche du clergé grec, protestant ou luthérien, l'avantage est tout à ces derniers.

Il seroit impardonnable de grossir la liste des injures prodiguées depuis cinquante ans au clergé. On n'est pas impunément sainéant & riche. Toutes les sois qu'on verra cinq cent mille livres de rentes prostituées à qui n'honore ni sa religion ni sa patrie, il saut s'attendre qu'on s'élèvera contre les affreuses usurpations, auxquelles quinze siècles n'ont pu accoutumer l'œil des humains.

Le haut clergé est indissérent au peuple, nuisible à la réligion, à charge à l'Etat; un simple curé fait un vuide

plus sensible dans l'église, que l'archevêque le plus important. Un évêque n'est quelque chose que dans son diocèse; or, comme il n'y est jamais, il est aisé de conclure qu'un évêque n'est rien.

D'après ces principes simples, incontestables, il n'est pas plus difficile de conclure encore que la nation afsemblée auroit grand tort de s'embarrasser du vœu du clergé, de l'opinion du clergé, des prétentions du clergé. Sa voix est nulle dans toute discussion, qui n'a pour but que des affaires temporelles; & il est aussi ridicule de voir des mitres dans une séance d'états-généraux, qu'il le seroit de voir des casques dans un concile. Pensez, dira-t-on, qu'il y a des évêques administrateurs: je vais plus loin, je cherche aussi pourquoi il y en a? Pensez donc à votre tour au ridicule d'arracher un homme à fon ministère pour le livrer à des calculs & à des spéculations profanes, de convertir un apôtre en publicain. Quand Mathieu sut invité à suivre Jésus-Christ, il quitta son comptoir; aujourd'hui l'on fait quitter à ses successeurs le sanctuaire pour des bureaux.

On fent bien que dans les circonstances présentes il ne s'agit pas d'une sayre, contre un ordre qui tient la place d'un corps respectable. On ne veut que présenter les opinions les moins contestées sur ce qu'on appelle le haut clergé, composé d'évêques trop nombreux, d'abbés usurpateurs & de chanoines inutiles. Ces vérités sont également dures & incontestables. Au reste, le clergé compense les légères impersections que nous lui reprochons, par le charme de l'esprit. Les prêtres sont littérateurs, poètes, romanciers. Ils brillent dans les

de petits chefs-d'œuvre.

Le tiers-état, mot qu'il faut bannir de la langue française, & que nous remplaçons par celui-ci, la nation, commence à sentir sa force, ses droits, sans oublier ses devoirs (15). De toutes les absurdités qui affligent l'espèce noble, une des plus complètes est. d'avoir oublié que les administrateurs, les vrais directeurs des finances, les vrais conservateurs du crédit public, les agens du commerce, les foutiens des arts, les agriculteurs, enfin, tout ce qui procure les besoins de la société, est tiré de ce corps immense, auquel on voudroit disputer le droit de s'asseoir à côté de ceux qui n'existent que par lui. Dans leur orgueilleuse démence, que de patriciens (16) affectent de confondre le tiers-état avec cette portion nécessaire, mais vouée aux travaux des campagnes,

éloignée de toute espèce de connoissances, comme si indépendamment de ces artisans précieux du bonheur de la société, le dépôt de l'instruction n'étoit pas dans le tiers-état.

Il y a des objets qu'on met en délibération, & qui n'ont de fondement qu'un préjugé antique. Sur quoi repose celui de la noblesse? sur la supériorité acquise dans les combats. Les hommes délivrés du joug de leurs ennemis, ou mis en possession d'une conquête, ont senti le prix de tels fervices. Un vœu unanime a placé le héros au-dessus de tout ce qui l'environnoit, & l'a nommé chef. Il a convenu à la multitude de lui remettre ses intérêts & les moyens de les soutenir. Des actions brillantes, mais d'un moindre éclat, ont excité aussi une vive reconnoissance. Elle s'est manifestée en assignant à leurs auteurs un rang distingué. Voilà l'origine de

la noblesse. Tant que les familles dépositaires de la faveur du peuple ont conservé avec un foin religieux les honneurs qui leur avoient été décernés, elles ont obtenu la vénération; & du moins de grands égards. C'est ainsi que les Bourbon, les Montmorenci, les Rohan, jouissent encore de nos respects. Mais depuis que la noblesse est vénale, & appartient à quiconque veut la saisir, n'est-ce pas une espèce de délire de placer au-dessus de soi ceux qui, pour tout mérite, ont un peu d'or, si souvent sorti d'une fource impure? A quoi bon révérer un secrétaire du roi-sans fonction, un trésorier sans caisse & même avec une caisse? Or, telle est l'origine de la plupart des nobles, & dans le petit nombre de ceux qui en ont une plus épurée, un très-grand nombre sont pour le droit de la multitude.

La nation leur conservera des

égards, mais ne s'imposera pas en leur faveur des loix contraires à sa prospérité. C'est à elle à prononcer sur l'influence qu'ils auront dans ses assemblées, & non aux nobles à prononcer si la nation aura deux ou trois voix, opinera-par tête ou par corps.

J'oserai seulement observer que la classe la plus respectable doit se garder d'une certaine animosité contre la classe distinguée: animosité dont trois cents ans de tyrannie ont allumé le foyer. J'oserai dire encore que les Français ne sont plus un peuple léger (17), amateur de toute espèce de plaisirs. La philosophie a commencé par nous rendre meditabonds, calculateurs. Nous avons ensuite appliqué le besoin de penser aux matières économiques. L'agriculture, l'impôt, les finances; la science de rendre l'or profitable, nous ont ravi à la poésie, à la belle littérature.

Pleins de ces nouvelles idées, nous nous fommes jetés dans l'art de gouverner. La liberté, idole enchanteresse, est devenue la base de toute félicité & le premier de nos besoins. Rapprochant de notre anarchie la constitution de nos rivaux, nous leur avons envié cette source de tous les biens politiques. Il est à craindre que notre effervescence naturelle ne nous emporte au-delà du but, que nous ne voulions donner des ailes au temps, & nous persuader que ce qui n'est que le fruit de la réflexion, puisse être celui du zele & de l'enthousiasme. l'oserai dire encore qu'il ne faut pas toujours faire tout ce qu'on peut. Une portion de citoyens est capable d'embrasser le système complet de la révolution, & la multitude n'en saisissant pas, faute d'une assez grande étendue de lumières, la nécessité s'y refusera ou ne, s'y prêtera que foiblement. L'esprit

L'esprit humain en masse chemine lentement. Le bien même pour être durable doit s'accomplir avec le se cours de la méditation. On travaille depuis trop peu de temps. L'arbre est chargé de fruits, le soleil a commencé leur maturité, mais ils n'y sont pas parvenus.

Tout le mal vient de la noblesse de la cour (18). On ne peut pas l'en punir, on ne doit pas l'abandonner; mais il faut l'humilier, la charger ou s'en affranchir si elle persévere. Il faut lui articuler qu'on n'a nul besoin d'elle, que la manière dont elle commanda dans la guerre de sept ans a guéri la nation du desir de l'employer; que sa conduite récente dans l'assemblée des notables n'a rien changé aux doutes élevés sur sa capacité; qu'elle a besoin d'une génération pour faire oublier les huit dernières années du règne de Louis XV, & que ses com-

plaisances pour une semme qui n'osoit y prétendre (19) est une de ces tâches qu'un siècle à peine peut esfacer.

Résumons-nous maintenant sur des objets d'un intérêt moins général, mais qui entreront dans les travaux de l'assemblée nationale, tels que le militaire, les finances, les gens de lettres, les économistes.

Il y a des troupes, mais point d'armée; de l'amour de la gloire, mais pas d'idée saine sur cet état. Tant de variations depuis trente années ont découragé l'officier. L'ineptie des chess est si commune, les saveurs sont si mal placées, le mélange d'homme de cour & de soldat est si ridicule, la satuité française contraste si mal avec la simplicité des camps, les idées dominantes s'accordent si peu avec la subordination, qu'il ne saut jamais prétendre à imiter l'armée prussienne, ni même celle de l'empereur. Mais on

peut du moins éviter la masse des ridicules aux yeux des nations voisines, & faire cesser le découragement qui s'est emparé de tous les officiers commandés par des importans de cour, & tourmentés périodiquement par l'ignorance ou le caprice.

Ah! fans doute, il y a de la bravoure, de l'intelligence, du zele, un grand nombre d'officiers distingués, mais point d'ensemble, point de chefs, point de constitution, point de consiance. Ce qu'on a fait depuis six mois est ridicule, absurde, détestable, & jugé tel par les maîtres de l'art qui parodient nos ordonnances, & rient de ce qu'un faiseur de vers, un académicien, un amant sentimental (20) a osé entreprendre de refondre une machine qu'il falloit créer, & dont il ne connoît pas même tous les ressorts.

Nous en sommes venus au point

de rendre nos finances dignes des regards de la probité la plus austère, & nous trouvons à peine croyable ce que dit Sully, qu'on levoit centcinquante millions pour en faire entrer à peu pres trente dans les coffres du roi. Mais nous n'avons pas imprimé aux finances cette marche fure & constante qui donne au crédit une base inébranlable. Il n'y a pas de déprédation, mais tout est stationnaire; les états-généraux feront beaucoup, mais ils ne détruiront pas les maux causés par les emprunts ridiculement organisés; nous n'avons plus de Turcaret, mais des agioteurs; plus de sous-fermiers, mais des banquiers qui tiennent dans leurs mains le crédit public. Nous pensons à prévenir les engorgemens du moment sans penser à l'avenir; deux considérations qui ne peuvent se désunir dans l'administration des finances. Sans cette indifpensable précaution, les événemens détruiront les plans, & de cette continuelle réédification naît un état de médiocrité, dont nous avons été longtemps victimes.

Depuis que l'on a mis à leur juste valeur les talens purement littéraires, depuis que les pastorales, les fables, les romances ont été classées (21); depuis que l'esprit en prose rimée ou en poésie slasque a été justement, apprécié, il s'est élevé une secte moitié philosophique, moitié économiste, qui a abjuré les niaiseries littéraires pour se vouer aux choses utiles. Un faiseur d'odes comme Rousseau, de fables comme la Motte, de chansons comme Coulange, d'odes anacrénotiques comme N .... font des êtres livrés au ridicule, dont chacun croit pouvoir plaisanter; peut-être même croiton faire quelque chose en les plaisantant; car on est fort tenté de les jeter

à l'écart, & de leur ménager un officieux oubli. Les esprits solides se sont chargés de redresser les erreurs des conseils, d'enseigner les rois, de tancer les ministres, voilà l'abus. Mais ils préparent les peuples aux vérités utiles, ils dissipent les préjugés, ils calment les esprits inquiets, voilà le bien. On leur doit la suppression promise des lettres de cachet, la renonciation aux emprunts sans hypothèque, l'abolition de la corvée, les administrations provinciales, la diminution des moines, l'inhumation hors des villes, le perfectionnement de l'éducation physique, la liberté du commerce, l'état civil des non-catholiques, les canaux navigables, la liberté de la presse, l'assoiblissement de l'agiotage, & tant, d'autres améliorations dont les objets se refusent pour l'instant à ma mémoire. L'usage adroit & modéré de tant de talens

peut changer un siècle. L'oubli & le mépris de ces précieuses ressources peut faire verser des larmes de dou-leur à l'administration. C'est un corps puissant dans tout état quelconque, que celui qui a le département de la pensée. Mais sa puissance redouble chez une nation où la pensée mobile obéit à qui daigne la subjuguer, ou à qui sait la séduire.

A ces observations, il importe d'ajouter l'examen rapide de certaines idées dominantes qui semblent dans ce moment commander la multitude.

ront le peuple des campagnes que le tiers-état sacrissera. Les premiers possédant les terres sont intéressés à tenir les cultivateurs dans une certaine aisance. L'autre vivant dans les cités n'existe que pour lui.

La noblesse & le clergé continueront

à vivre dans le luxe. Ils ne le peuvent qu'autant que le peuple travaillera pour eux, paiera pour eux. Le superflu du riche n'est que le nécessaire du pauvre.

2°. Le système actuel tend à faire des provinces, autant de républiques sédératives, & jamais l'on n'a vu une république de vingt-quatre millions d'individus.

Si chaque province est une république, il n'y aura pas une république de vingt-quatre millions. Les provinces ont un roi qu'elles chérissent, mais elles n'en veulent pas dix.

3º. Un membre du clergé quelconque n'est jamais éligible (22), parce qu'il ne possède pas le fond jugé nécessaire pour voter aux états-généraux. L'abbé de Saint - Germain n'est qu'un usu-fruitier; & si l'on admettoit des représentants de la part du clergé, tout au plus il en faudroit quatre qui seroient ses agens.

4°. De quoi s'agit-il? de payer les dettes de l'état. Qui les paiera? la nation. Des qu'elle veut bien réparer les sottises de quarante ans, c'est le moins de lui laisser le choix des moyens qui lui conviendront le plus.

Le roi, parce qu'il a reçu l'autorité par le peuple. Les ministres, parce qu'ils en ont reçu l'exemple de leurs devanciers. Le clergé, parce qu'il a gouverné le monde pendant dix-sept siècles. Le parlement, parce qu'il en a usurpé le droit. Les gens de lettres, parce que le ciel leur donna le génie & la raison. Les semmes, parce qu'il

6°. Certaines idées ont pris racine dans les têtes. Le mot sacré Roi ne présente plus un maître absolu, commandant à la terre docile de se dé-

ne manque à leur empire que les

cabinets de la politique.

pouiller de verser son sang, de baiser, les chaînes dont il la charge. Ce mot donne l'idée d'un chef qui a son emploi comme un autre, dont les ordres demeurent sans exécution, si les sujets principaux n'en ont pas vérisié la nécessité ou la convenance. Mais avant d'opposer de salutaires résistances, il veut les écarter, se concerter avec eux, & concilier les droits de l'autorité, & les douceurs de la liberté.

7°. Le problème suivant n'est pas facile à résoudre. Y a-t-il maintenant en France un homme d'un esprit assez vaste, d'un caractère assez nerveux, d'une érudition assez étendue, d'un courage assez éprouvé pour être ministre? Répondez hardiment non. Pourquoi? C'est que la France est le pays de l'esprit, de l'agrément, de la conciliation. Or, pour gouverner les hommes, il ne faut ni esprit, ni agrément, ni conciliation (23); mais

des principes, de la suite dans leur application, & l'art difficile de soumettre les événemens au lieu d'y céder & d'en être le jouet.

Peut-être cette assertion paroîtra trop sévère. Il est des vérités dont on ne doute pas, sans pouvoir se résoudre à en convenir.

Je sais qu'il est quelques exceptions; que la cour offriroit peut-être quelques hommes, comme le clergé sourniroit quelques Athanases. Je ne puis assez répéter qu'il ne s'agit que de l'ensemble, que je ne veux attaquer personne, ni être satyrique ou plaisant. Je cherche le vrai. Je dis ce que je vois. Ce que je pourrois prouver, & ce qu'il saut dire pour convaincre les lecteurs que le remède est nécessaire, urgent, & que si j'ai recours à des idées extraordinaires, c'est qu'il s'agit de prévenir une décadence totale.

Venons au plan que je propose. Rejetez-le si vous trouvez les idées incohérentes, mais ne le rejetez pas parce qu'il contrarie les idées reçues. Les hommes ne sont guère autre chose que d'abjurer à une époque ce qui leur a paru sage à une plus

éloignée.

On ne peut se dissimuler qu'il n'existe une espèce de fermentation entre les trois corps. Le clergé se croit absolu, la noblesse indispensable, le tiers - état l'état lui-même. La première assemblée des notables vit l'orgueil des prêtres se soulever, parce qu'on leur proposa de payer leurs dettes. La seconde a été témoin d'une espèce de scission, parce que trente huit de ses membres ont voté pour l'égalité. Cette sermentation s'accroîtra d'une manière essrayante. Pour la prévenir, ne sormez pas l'assemblée nationale de trois corps rivaux &

presque ennemis. Abolissez ces trois ordres, & n'ayez que des citoyens. Que les provinces soient libres de choisir leurs députés, soit nobles ou roturiers, ecclésiastiques ou militaires. Fixez le nombre relativement à la population de chaque province. Si la Normandie contient quinze cents mille ames, & le Limosin cinq cents mille, la première en enverra trente & l'autre dix. Il ne doit plus y avoir de Bretons, de Provençaux, de Béarnois, de Normands; il ne doit y avoir que des François.

Plus vous serez nombreux, & moins vos choix seront sévères; plus vous aurez de peine à vous concilier, plus vous serez embarrassés, dans la suite, de cette masse d'opinions. Ayez tout au plus cinq cents opinans, auxquels vous joindrez douze procureurs-généraux de la noblesse, & six agens du clargé

clergé.

Gardez-vous de placer vos féances à Versailles. Mettez-vous à une juste distance de l'intrigue, de la corruption. Inaccessibles aux plaisirs comme à la faveur, opérez le bien promptement & sans influence ministérielle.

Ne vous imaginez pas que vous êtes assemblés pour gouverner l'état, pour faire une révolution, pour mettre des bornes au pouvoir des rois. Vous êtes appellés à réparer les fautes de deux siècles, & prévenir celles qui se commettroient à l'avenir.

Lorsque le parlement vous dit, dans un arrêté conçu & rédigé avec trop de précipitation, qu'il faut procurer la responsabilité des ministères, la liberté individuelle, la liberté de la presse, il tombe dans une étrange méprise. Ce qui est de droit naturel ne ne peut devenir la matière d'une loi. Le roi renonce à l'usage illégal des lettres de cachet, & les déclare abole

lies; il laisse aux loix le soin de punir les ministres prévaricateurs; il supprime la censure avec les restrictions que prescrit la prudence, & les objets importans sont réglés même avant la tenue des états-généraux. Ce sont des objets d'administration.

Quatre points doivent vous occuper. 1°. Consoliderez-vous la dette nationale? 2°. Quelle somme à l'avenir assignerez - vous aux besoins de l'état? 3°. Comment cette somme sera-t-elle levée? 4°. A quelles conditions voulez-vous bien assumer cette charge?

Voilà l'essentiel. Le reste demeure dans les mains du roi & dans celles des administrations provinciales.

Dans cette quantité de plans proposés & combattus, on ne pèse jamais sur les assemblées provinciales, qui dorénavant seront le ressort du gouvernement. C'est elles qui doivent fuccessivement indiquer les améliorations & prévenir les abus. Quant aux états-généraux, leur charge est de procurer les sommes nécessaires, & de voir tous les trois ans si leur emploi a été conforme aux engagemens contractés.

Ne perdons pas de vue que si les états - généraux s'occupoient de la constitution, de la réforme de la jurisprudence, des priviléges des provinces, des querelles parlementaires, des causes de la déprédation passée, ils ne sortiroient pas de ce labyrinthe, & manqueroient le but esfentiel.

On dira: ce projet est inadmissible; mais ne le sût-il pas, comment l'exécuteriez-vous? quels seroient les électeurs?

Nous allons donner cette explication, tout en répondant aux différentes objections.

Les

Les officiers municipaux de chaque ville s'assembleront & inviteront douze notables de leur ville, dont quatre nobles, quatre bourgeois, quatre habitans de la campagne. Cette assemblée choisira six électeurs. Les électeurs se rendront dans la capitale de la province & fous les yeux du commandant, du premier magiftrat, de l'intendant. Ils éliront les députés choisis indistinctement parmi tous les citoyens. Les députés étant élus, on indiquera une seconde assémblée qui se tiendra au bout d'un mois. Ce mois sera employé à dresser l'instruction qu'ils recevront de la province, & cette instruction ne s'écartera pas des quatre points indiqués plus haut. Ce sont les états ou les administrations provinciales qui dirigeront les députés, ils né seroient aux états-généraux que leurs organes, & les administrations provinciales

feroient dans leur province ce que les états-généraux feront pour le royaume; dans le fait, ceux-ci ne feront donc que le résumé de toutes les volontés. Il est fort égal qu'il y ait peu ou beaucoup d'hommes rassemblés, pourvu qu'on ait le vœu de l'opinion générale.

De cette façon les droits des nobles seront respectés, puisqu'ils sont partie des assemblées provinciales, partie des députés, & que de plus ils ont leurs procureurs-généraux. Pourquoi seroient-ils un corps séparé dans l'état? ils seroient alors six cents mille contre vingt-trois millions. Le clergé est dans le même cas, excepté qu'il saudra de gré ou de sorce changer son régime intérieur, ainsi que nous le dirons dans la suite.

Et les priviléges des provinces? ils seront maintenus. Il n'est pas de province qui ait celui de ne pas

reste est remis à la sagesse des administrations provinciales, qui, dans la suite des temps, seront ou les gardiennes ou les réformatrices de ces priviléges. Familiarisez - vous avec cette idée, c'est que dans ce plan il n'y a plus de nobles, de prêtres, de roturiers, d'Alsaciens, de Normands, de Languedociens; il n'y a que des citoyens, qui tous ont le même intérêt de concourir au bien général.

Et les parlemens? on n'a plus befoin que d'enregistrement, car sans
doute ils ne prétendront pas vérisser
ce qu'auront proposé les états-généraux. D'ailleurs tout sera prévu, les
temps de guerre, les secours extraordinaires, les indemnités. Il n'y aura
plus de dettes anciennes, ni possibilité d'en faire de nouvelles. Ainsi plus
de lettres de jussion, plus de lits de
justice, plus d'exils. Les parlemens

jouiront de tous les respects dus à un corps de magistrature qui n'affoiblit pas ses sonctions augustes par la manie de faire ce qu'on ne lui demande pas.

Et les ministres? ils jouiront à leur tour de la confidération due au talent mis en activité, & à la fermeté qui n'est pas tyrannique; surveillés & non gênés ils ne perdent que la dangereuse liberté de pouvoir s'égarer de projets en projets. On ne leur ôte que la possibilité d'abuser. Distributeurs des graces journalières, leur place leur vaudra encore les respects des malheureux, les flatteries des intrigans, les complaifances des ambitieux; & s'ils sont assez élevés pour que ce triste aliment de l'amour-propre ne leur suffise pas, ils peuvent aspirer au suffrage de l'homme éclairé, à la reconnoissance du mérite cherché & employé, à l'estime toujours accordée à la probité mêlée d'indulgence.

On objectera que c'est confondre tous les ordres, que toure société bien organisée admet l'inégalité des conditions, que Rome vit des patriciens & des plébéiens. Faisons-nous une idée nette de la question. Supposons ou plutôt ressouvenons - nous qu'il ne s'agit pas de constitution de réforme, de changer le gouvernement, mais de le secourir; ainsi tout demeure dans l'ordre accoutumé. Il s'agit d'un appel de fonds, que cet appel de fonds foit consenti par la nation, réparti avec équité. Pour faire cette opération, il fuffit d'avoir le vœu général; il ne faut exclure personne, ni préférer personne.

Il y a des hommes, & il y en a beaucoup qui s'imaginent que, dans l'espace de quatre ou cinq mois que dureront les états-généraux, la France sera totalement régénérée, que tout le bien prévu, indiqué, préparé par les bons esprits, sera consommé dans ce court espace. Il faut bien peu connoître les choses, bien peu connoître les hommes, bien peu connoître les Français.

D'autres veulent, avec raison, la composition des états du Dauphiné. C'est sans doute la meilleure organisation qui soit dans aucune province; mais elle ne vaudroit rien pour les états-généraux. Si la noblesse & le clergé se réunissoient à la cour, le tiersétat auroit toujours, le dessous. Ces trois voix contre trois voix feroient toujours un état de guerre. Le noble & l'eccléfiastique ont un intérêt d'amour-propre à garder la suprématie que leur donne le préjugé: mais les nobles & les prêtres unis aux citoyens, quel intérêt ont-ils à se disputer, puisqu'en répartissant également, ils alleguent pour chacun la contribution nécessaire?

Il y a une grande vérité en économie politique, c'est que tous les membres d'un état, en quelques rangs qu'ils soient nés, ont le même intérêt à la chose publique, ou plutôt n'en ont qu'un, qui est l'union. Chacun se ressent plus ou moins du mal fait aux autres, & jamais une portion ne soussire, que tous ne soient plus ou moins frappés. La société est tellement organisée que, par intérêt personnel, les sorts sont obligés de soutenir les soibles.

La nécessité commence ce que la réslexion n'a pu obtenir. Personne ne peut prédire le résultat de cette grande assemblée, mais on peut avancer que le Français ne verra plus ces honteuses déprédations qui désolèrent la sin du règne de Louis XV, & dont celui-ci n'a pas toujours été à l'abri; l'extension arbitraire des emprunts, ou les emprunts sans hypothèque,

D 4

l'impunité malgré les abus de confiance où une étourderie si inconcevable qu'elle tient le milieu entre une faute grave & un crime politique. Les biens sont dus à la seule promesse d'affembler les états-généraux; que fera-ce lorsque la nation se sera constituée par la voie des administrations provinciales, surveillante de ses préposés, & lorsqu'elle-même, vengeresse de l'autorité royale, leur demandera compte d'une gestion ténébreuse, relâchée, imprudente ou peu économe? Cette monarchie est la plus ancienne du monde, le gouvernement est le plus doux, la nation a été la plus heureuse, puisqu'elle a été la plus gaie. Ne détruisons pas un si bel ouvrage. Réformons beaucoup d'abus, mais ne renversons rien. Les révolutions sont l'époque de la décadence, & s'il failut jamais redouter le régime des rois, ce n'est pas sous l'honnête

homme que la France a couronné en 1774. Celui qui a dit que, si le royaume devenoit électif, ce seroit encore lui qu'on choisiroit, a fait le plus bel éloge que jamais monarque ait obtenu.

Mais les restaurations des sinances, le despotisme ministériel, l'abus du funeste talent d'emprunter, ne sont pas les seules plaies à guérir. Il en est que les états-généraux ne peuvent sonder, & dont le remedé est au pouvoir de peu de personnes.

De ce nombre est la dépravation des mœurs, l'influence des semmes, la multiplicité des spectacles, écoles publiques de corruption. De-là l'égoisme, l'amour de l'or, la rareté des talens, l'insuite dans tout ce qui tient à l'harmonie de la société.

Sans approuver l'excès scandaleux & dégoûtant où la débauche est portée, la coupable publicité qu'on

met à l'adultère, des goûts infames dont les poètes romains ont conservé la funeste image, & jusqu'à l'inceste dont on commence à parler presque sans horreur: je laisse aux moralistes des chaires chrétiennes à tonner contre les abus dénoncés, ressource d'un peuple qui à usé jusqu'au plaisir. Mais par dépravation de mœurs, j'entends cette préférence donnée sans cesse au vice aimable sur la vertu, à l'impudence sur la modestie, à l'erreur sur la vérité; cette fausseté qui, sous le nom d'habileté, de vues, de grands moyens, se joue de la bonne foi, dépouille le foible & métamorphose la confiance en duperie; cette indulgence pour les hommes déshonorés, qui fait passer la vertu pour un nom, la probité pour une chimère, l'amour, de l'ordre pour pédanterie. C'est sur la réforme des mœurs publiques que doivent porter les premiers efforts.

Pourquoi avons-nous perdu cet honneur chevaleresque, cette loyauté, & jusqu'aux illustres folies dont nous mettons aujourd'hui des traits sur nos théâtres? Les défauts, les foiblesses d'alors valoient mieux que nos vertus.

Les femmes influoient sur nos plaisirs & sur le choix de nos délassemens, mais n'étoient pas les arbitres de nos volontés, ne gouvernoient pas un pays. Quand réfléchira-t-on enfin, que ce sexe impérieux & léger commande à nos pensées, inspire nos projets, décide nos choix, entretient nos erreurs, nécessite nos dissipations, altère la puissante ressource de la méditation? La femme, dont un des grands traits caractéristiques est de ne jamais réfléchir, que la plus légère contradiction emporte loin de ses propres desseins, a précisément tout ce qu'il faut pour faire avorter les plans les mieux conçus. La source

d'où elle tire son origine est un sentiment mêlé de convulsions; il vit au milieu des orages, & se nourrit de troubles, de querelles, se ressuscite ou prévient sa langueur par des explications, des ruptures & des retours ménagés par la volupté. Est-ce du sein de ses passions tumultueuses que sortiront la fermeté, la raison, l'austère impartialité, & toutes les vertus enfin qui doivent présider aumaintien de l'ordre public? Un homme, un livre, une pièce de théâtre qui n'encense pas leurs travers séduisans, ou du moins qui, tout en les voyant, ne les excuse pas, est surde sa disgrace. On cite le mot d'une femme tout aussi profond qu'ingénieux. Celle de nous, dit-elle, qui a une fois cédé aux sollicitations d'un homme, a abdiqué. Elles regardent donc la fociété comme leur empire, les hommes comme leurs agens, les

affaires comme leur domaine. Si jamais le bandeau tombe, nous serons
étonnés de voir que cependant elles
ont substitué au charme de la pudeur
une hardiesse révoltante, à la politesse
l'oubli des usages, aux attentions des
agaceries ou le regard du dédain, aux
talens aimables l'intrigue, à la gaiete
l'aigreur. Du moins avoient-elles autresois les soiblesses de la sensibilité,
l'imprudence de la passion. Hélas!
nous en sommes réduits à regretter
les désauts de nos ancêtres.

Leurs suffrages, leurs applaudissemens nous procurent le genre de spectacle qui hâte si rapidement la décadence du goût & des mœurs. Je ne citerai que deux des pièces qui se jouent au moment que j'écris. L'une est l'Entrevue. Quelle semme! croiton que le caprice d'un moment, que le retour passager d'un mari excédé de ses bonnes fortunes fasse oublier

les deux scenes qui précedent le dénouement? Qu'est-ce donc que le mariage parmi nous? Une confidence de ses mutuels travers, l'époque d'une liberté dont on se presse d'abuser. Aussi, au lieu de rassembler les hommes pour, à l'exemple de Molière, de Destouches, de la Chaussée, leur montrer leurs ridicules & leurs vices, on les raffemble aujourd'hui pour justifier la licence & embellir la corruption. Mais quand on excuseroit la comédie intitulée l'entrevue, que dira-t-on du sujet de l'amitie & des arts, du rôle scandaleux d'une vieille fille . . . . de cette jeune personne assise sur les genoux de son ami? Je crois que sur aucun théâtre du monde on ne s'étoit encore avisé de placer une semme en pareille attitude. Bonne est innocente, dira-t-on sans doute, & c'est ce qui rend l'auteur moins excusable. Ne verra-t-on jamais que rien n'est moins

moral que de faire faire à la vertu ce qui n'appartient qu'à la licence, & de mettre ensemble la morale la plus sévère & la conduite la plus libre? Ne voit-on pas qu'une jeune fille deviendra l'hôtesse de trois jeunes artistes, & croira embrasser une profession bien honnête? mot dont on abuse si ridiculement.

Nous parlons sans cesse de la liberté individuelle, de la liberté de la presse, du pouvoir législatif reconnu à la nation présidée par son roi, & certes tous nos essorts doivent tendre à l'acquisition de ces grands biens: mais quand nous occuperons-nous aussi des mœurs publiques, sans lesquelles la liberté pourroit devenir un sléau? Ne reste-t-il donc aucune voie à tenter? Tant de citoyens courageux prêts à sacrisser leurs biens & leur vie pour le roi & pour la liberté, (car aujourd'hui ces deux mots ne se separent

plus) feront-ils une entreprise vaine? est-il impossible de ramener parmi les hommes la consiance & la bonne soi? de diminuer cette avidité de l'or, qui s'est également emparée des riches & du pauvre, depuis qu'on a consondu les besoins du luxe & ceux de la nature? Est-il impossible de rétablir dans les prêtres l'apparence de la soi & l'extérieur de la religion? d'anéantir ces sectes de visionnaires, sous d'une espèce nouvelle, qui se sont un apostolat, répandent leur évangile, & se vantent de leurs miracles?

Qu'est-ce que les hommes peuvent faire? des loix, des réglemens. Que sont les loix, les réglemens, s'ils ne sont pas respectés & suivis? au dessous de rien. Qu'est-ce qui peut les faire suivre & respecter? les mœurs. C'est donc la base sondamentale de la régénération.

Nos

Nos inconséquences frapperoient si, dans le tourbillon qui nous agite, la réflexion obtenoit quelquefois des instans. Nous voulons que trois boules noires excluent un homme d'un club, & nous laissons dans des corps des hommes qui n'auroient pas une boule blanche, si l'on y entroit par la voie du scrutin. Nous dînons également en sortant du palais avec le diffamateur & le diffamé. Il y a pourtant un coupable, soit ce calomniateur, soit l'accufé. La même distinction décore le défenseur connu de la patrie & l'homme qui n'a jamais manié un fusil, ou même assisté à une parade. Cette inconséquence est la preuve la plus complète qu'il n'existe plus de vestige des mœurs publiques. Il suffit d'ailleurs d'ouvrir les yeux sur cette vaste cité pour se confirmer dans cette fatale découverte. Mais au lieu de les fatiguer à l'aspect du vice heureux,

invitons les hommes faits pour être écoutés, à tenter une révolution en faveur des mœurs, comme on se ligue pour la liberté, pour avoir une constitution. Il est si facile de prouver qu'elles sont les sources premières de la félicité générale. Les hommes éclairés sur cette matière importante la saissront plus aisément encore que la science nouvelle pour eux, l'économie politique. . . .

Mais à l'instant que je cherchois quelques remèdes, j'entends retentir de toutes parts des voix d'acclamation. On dit qu'une partie de la noblesse assez nombreuse vient de mettre aux pieds du roi ses vœux pour appeller le tiers-état en nombre égal aux délibérations de l'assemblée nationale. C'est seconder les intentions du roi, c'est prévenir l'orage des dissentions, c'est ouvrir une route sûre vers la liberté raisonnable, c'est répondre

victorieusement à ceux qui répandoient dans les cercles que l'horison se troubloit; que si le roi convoquoit les états-généraux sous une forme contraire aux intérêts de la noblesse, elle n'y paroîtroit pas, & que le tiersétat s'en abstiendroit s'il n'y étoit pas appellé sous une forme qui rendît ses sacrifices utiles.

Dans le nombre de ces patriotes on compte, sans doute, quelques gens de la cour; mais si on les rapproche de ceux qui sauvent leux opinion de cette atmosphère empoisonnée, il est comme dans l'assemblée des notables d'un à quatre.

Tout le monde parle de ses priviléges, peu de gens s'empressent de les constater & d'en justifier l'origine; mais s'il a existé un temps de démence barbare, où l'on ait donné aux uns le droit insensé & cruel d'exister aux dépens des autres, dans un temps

éclairé & à certains égards plus civilifé, ne convient-il pas de le révoquer? Avec quelle facilité l'on confond l'usurpation & le droit, la chose & l'abus! Je comprends sans peine que toute religion doit avoir ses hiérophantes & des pasteurs; mais je ne comprends pas également pourquoi il faut, dans un royaume, une puisfance particulière (24) qui, à l'ombre des autels, élève des prétentions sinon contraires à l'autorité première, du moins gênantes. Je sens que la noblesse a acquis par ses services des titres à la reconnoissance du roi & l'estime des peuples; mais je ne sens pas aussi bien ce qu'elle a pu faire sans le zèle, le courage de ce même peuple qui, dans tous les temps, fut l'inftrument glorieux de ses projets. Je me rappelle la question de ce plébéien hardi qui, entendant un noble faire le récit fastueux du sang versé dans

je ne sais quel combat, dit: Et le sang des soldats étoit-il donc de l'eau? Désabusons-nous de ces anciennes erreurs. Il saut des nuances & non des différences totales, des gradations & non des priviléges.

Plus la noblesse descendra à ces idées, & moins le second état exigera. Mais s'il est toujours repoussé ou foulé, alors il sera valoir un droit incontes-

table, celui du plus fort.

Ce moment est embarrassant, diton. Eh! pourquoi? Si vous ne voulez que le bien, expliquez-vous avec confiance; montrez vos fautes passées, vos besoins actuels, vos résormes pour l'avenir, invoquez des secours nécessaires.

O vous qui vous trouvez à la tête de l'administration, persuadez-vous donc enfin que l'on fait mieux que vous ce qu'il faut faire (25); qu'on est disposé à fournir le remède; que l'on

a tout calculé, tout prévu; que l'on a nul besoin de vos avis; que vos oppositions seront nulles, & que le plan s'exécutera; que le règne de Louis XVI est l'époque de sa constitution; que jamais peuple ne fut plus intimement lié aux vrais intérêts de fon maître; que jamais le maître n'aura été si impuissant, parce qu'il ne verra plus ses volontés combattues. Convaincus de ces vérités, abaissez la hauteur ministérielle, cédez au temps, & croyez que le suffrage de la multitude sert mieux l'ambition que l'intrigue la plus soutenue. Et surtout rendez-nous la confiance qu'un homme tortueux dans sa marche & vacillant dans ses principes, enlève journellement à quiconque sait ses opérations. Quelques fanatiques s'extasient encore (26); mais la partie saine & calme ne loue pas de conviction. Si on lisoit dans le secret des

ames, on verroit que bien peu de gens espèrent de celui qui n'auroit pour lui que des enthousiastes, des prôneurs littéraires, des semmes exaltées, il ne seroit qu'un homme médiocre. On confond la manie de dominer & le talent de régner, l'homme à expédiens & l'homme à ressources, l'écrivain & l'homme d'état.

Dans la quantité d'écrits qui nous éclairent, quoi qu'on en dise, on desireroit un peu plus de courage. On a l'air de dissimuler la moitié de ses forces. Il ne faut s'arrêter que là où l'on douteroit soi-même de la vérité de ses principes; mais du moment qu'on est vrai, exact, il saut s'expliquer. Toute vérité n'est pas bonne à dire, est une de ces absurdités proverbiales que la raison rejette, ou du moins cet adage ne peut-il s'appliquer qu'aux petits détails de la vie sociale. Mais en politique, en économie, en morale, en histoire, il n'est point de vérité qu'il faille taire, si l'on aime ses semblables & si l'on respecte son opinion. Nous avons un homme d'un grand courage; nous le lisons à chaque instant; c'est moins son éloquence qui nous entraîne que sa prosonde logique. Son secret est d'avoir toujours raison.

## NOTES.

- (1) Nous ne parlons pas seulement de ces congrès politiques, où l'on n'admet que des hommes purs & des amis vertueux, où l'on trouve toutes les qualités à ceux qui paient la cotisation, où les demi-savans cherchent les oisifs, & les ignorans admirent les grands parleurs. Mais nous voulons aussi désigner ces assemblées privilégiées, où le savoir introduit, où l'éloquence subjugue, où l'on réforme les opérations du conseil, où l'on anticipe sur les états-généraux, où les gens du barreau apportent leur verbeuse fécondité, où les gens de la cour développent leurs orgueilleuses prétentions, où les gens de lettres élèvent leurs timides voix au milieu des débats économiques. M. D. E... est l'oracle de l'un, & M. T.... le Cicéron de l'autre.
- (2) Veut-on savoir pourquoi la cour est si foible, les ministres si indécis, le conseil si lent, le parlement si versatile? pourquoi les assemblées provinciales sont si nulles, les provinces si orageuses, les villes si inquiètes? C'est

qu'il n'y a point d'hommes marquant & vraiment capables. La besogne est devenue si dissicile, que peu de mortels sont au niveau, & il saudroit être au-dessus. La voix publique désigne certains choix; le souverain y adhère. A peine les demi-dieux sont-ils en place, qu'on apperçoit leur humiliante nullité.

- (3) Interrogez les militaires dans les villes des nombreuses garnisons; ils s'expliquent avec un courage surprenant sur les bizarres opérations qui ont paru depuis quinze mois. Interrogez les étrangers; ils démontrent le vice de notre constitution militaire & l'impossibilité de le changer, ou le caractère national. Interrogez les ches eux-mêmes à Paris, ils mettent à leur place les faiseurs & les zélés. Une des sublimes idées du résormateur étoit de supprimer l'état-major des citadelles. Il s'est trouvé que le plus considérable du royaume ne coûtoit que vingt-cinq mille livres d'entretien.
- (4) Nous avons sans contredit l'homme le plus habile qui existe en Europe, & cependant tout est arriéré, suspendu. Quel bonheur que l'édit du 15 août 1788 n'ait pas été exécuté! Nous eussions eu trois cinquièmes en argent & deux cinquièmes en papier. A la vérité ce papier

eût valu autant que vaut celui de la caisse d'escompte. N'importe; nous ne touchons pas encore le premier semestre de l'année 1788; mais dans la suite nous serons riches, constitués, heureux. C'est un petit moment de deux ans à passer dans le mal-aise, qui sera suivi du siècle d'or.

- veulent pas croire aux déclarations de la noblesse de la cour, disant qu'elle veut payer, & voter pour une liberté raisonnable. Il me semble que des pairs, des ministres, des archevêques, sont faits pour être crus. Les princes eux-mêmes n'ont-ils pas déclaré, dans un mémoire excellent, leurs loyales intentions? Les grands sont la saine partie de la nation, dépositaire des connoissances utiles, des vertus patriotiques, & doivent donner la loi, comme ils donnent l'exemple. Ils sont saits pour gouverner, & le peuple pour se taire. Je ne conçois pas comment des principes si simples n'entrent pas dans toutes les têtes.
- (6) Il n'est pas difficile à connoître cependant. Un homme plein de génie, qui jamais ne va par des sentiers tortueux, qui jamais n'écrivit en saveur du despotisme; un homme

qui ne connoît ni roi, ni patrie, & va au bien en dépit de tous les obstacles; un homme qui se met au-dessus de toutes les entraves, même de ses égaux, pour les conduire plus promptement à la félicité; un homme qui ne connut jamais la jalousie & l'intrigue, même contre M. Turgot; un homme enfin qui est un Dieu. Comment peut-on le méconnoître? Il y a une société à Paris où jamais on ne s'explique autrement. Le Dieu a fait ceci, le Dieu a dit cela, le Dieu a écrit telle chose.

(7) Nous avons fait des recherches profondes pour savoir à qui ce portrait ressembloit, sans pouvoir asseoir nos doutes. Nous avions d'abord soupçonné un académicien des arcades; mais cette habileté nous a tout-à-fait déforienté. Nous avons bien trouvé l'avorton en politique; mais c'est un si bel esprit, il a fait des choses si utiles, si prosondes, que le reste du portrait ne peut lui être appliqué; & si on cesse de l'envisager comme littérateur, il est si peu égoïste, ami si chaud, si délicat en procédés! Lorsqu'il fut question de la cour plénière, il s'est montré si bon citoyen, si vrai, que ce moment a mis le sceau à sa réputation. D'après sa tendre amitié pour l'archevêque de Sens, il a été irrévocablement jugé.

- (8) Nous avons bien quelques orateurs au barreau, mais loin d'être froids, ce sont des énergumènes. Quant à la cour, ce n'est pas le pays des orateurs. A quoi serviroit l'éloquence, la où tout le monde est du même avis? De l'argent est le maintien des priviléges pour le premier ordre. Des phrases & des promesses pour le tiers-état. Voilà le code.
- (9) M. le marquis de Mirepoix, à qui l'on offrit des dignités, & qui les refusa pour conferver la liberté de son opinion.
- (10) C'est vraisemblablement le comte d'Antraigues, auteur des deux excellens ouvrages, qui ont fait plus d'honneur encore à son caractère qu'à son esprit. Il a du nerf, de la verve & de la chaleur, trois qualités qui, dans les révolutions, trouvent essentiellement leur place.
- (11) Il existe un homme qui s'est amusé à faire l'histoire du premier parlement de France. Tantôt c'est une apologie, tantôt c'est une satyre. Je ne sais si c'est un bon ou un mauvais livre; mais je sais qu'après l'avoir lu, il est impossible d'avoir une haine sanatique ou une admiration aveugle pour ce grand tribunal, toujours docile à l'opinion publique, toujours

enclin à consulter les convenances plutôt que les bons principes, & à s'occuper des affaires plutôt que des loix.

- (12) Je crois que l'auteur veut faire allusion à un magistrat toujours persécuté & toujours dénonçant. Qu'importe sa morale privée, si sa morale publique est irréprochable? si son corps est satisfait de sa faconde, est-ce au public d'être si dissicile? M... offre chaque année, en expiation de ses erreurs, une douzaine de livres, & s'il ne sacrisse pas au dieu du goût, à la raison, il est le prêtre des mœurs & du rigorisme.
- (13) C'est à l'aimable Maurepas que nous devons la brillante situation dans laquelle nous nous trouvons. L'histoire montrera un jour M. de Meaupeou mourant dans les langueurs de l'exil, & un ministre chansonnier terminant sa carrière au lit d'honneur. Elle dira que si l'on n'eût profité d'une révolution consommée, nous ne verrions pas les scènes qui se préparent & dont nul prophète ne peut annoncer l'issue, soit en bien, soit en mal.
- (14) On distingue aujourd'hui deux classes d'évêques, les évêques administrateurs & les pontifs spirituels. Les premiers sont des Suger,

des Richelieu, des Mazarin. On ne parle pas des autres. Il y a donc deux fortes d'évêques, les évêques chrétiens & les évêques politiques. La religion n'est guère du ressort de ceux-ci. Des soins plus importans les absorbent. Tout le monde peut faire des prêtres & des mandemens: mais la félicité publique, qui est le but de toutes les religions, est un objet majeur réservé aux esprits du premier vol. Ce sera bien pis dans la suite. Les administrations provinciales acheveront de dénaturer l'épiscopat. Insensiblement le sanctuaire se changera en laboratoire politique. Le clergé se livrera à toutes les manipulations fiscales, & le systême des impositions entraînera ces discussions éternelles, auxquelles cédera l'intérêt d'une religion qu'on respectera, qu'on plaindra sans bouvoir s'en occuper. La religion, à Paris, n'a conservé aucune relation avec les mœurs. Celles-ci font fous la fauve-garde d'hommes que la bonne société proscrit & cesse d'avouer du moment qu'elle les connoît chargés du ministère de la police. Quant aux sermons qui recommandent les mœurs publiques, ils ont pris une forme dramatique. On affiche un sermon comme une tragédie; on juge l'orateur comme le poète. L'église regorge d'auditeurs. comme le théâtre de spectateurs. On sort des deux assemblées en ne parlant que du talent, du style, des désauts du prédicateur & du tragédien; & peut-être qu'en sortant d'Alzire, la religion obtient plus d'hommages qu'après les éloquentes tirades de l'orateur académicien.

- (15) Flatterie déplacée. En Bretagne il va trop loin, & il faut calculer d'avance que cemalheur véritable arrivera. Ah! que le tiers-état ne gâte pas sa position en exigeant trop! Unerévolution se décide en un jour; mais elle ne s'accomplit pas dans fix mois. C'est peu deconcevoir de hardis projets, il faut en mûrirl'exécution. Toutes les fois qu'il s'agit de remuer une masse de vingt - quatre millionsd'hommes, les difficultés se multiplient, & lamassue du temps peut seule écarter les obstacles. L'esprit français n'est pas encore mûr pour les; grandes opérations. Nous quittons les vaudevilles, les opéra-comiques, les académies; à peine sommes-nous entrés dans un nouvel ordre de penfées.
- (16) Il y a des femmes assez foibles pour proposer séricusement de s'armer en faveur de la noblesse, mais seulement pour la haute noblesse. Des semmes qui n'ont jamais eu rien de commun avec des hommes, & qui ont passé leur vie avec des personnes du tiers-état.

Des

Des femmes qui appliquent querante ans de déraison aux matières du temps avec une confiance aussi puérile que ridicule; il faudroit bien une note à cette note; alors ce seroit la page du livre la plus curiense.

- (17) D'accord. Mais ce n'est pas aussi un peuple pensant susceptible de la constitution angloise. Il faut le régénérer, mais non le dénaturer. C'est moins son caractère que son régime qu'il faut changer. Une liberté illimitée ne lui convient pas mieux que l'esclavage. Elle n'existe nulle part, & ne doit exister nulle part, parce qu'elle est inconciliable avec tout gouvernement quelconque. Au reste ce moment passera, & l'on peut prédire que l'on fera un jour les mêmes vœux pour la dissolution des états-généraux qu'on en fait pour leur tenue. Fasse le ciel que l'idée d'avoir une constitution n'emporte pas les deux objets vraiment effentiels, la dette consolidée & l'égalité de la répartition.
- (18) Voici un dialogue qui n'est pas d'imagination. Vous, petits-sils d'un maréchal de France dont la samille a six cents mille francs des biensaits du roi, comment adoptez-vous un semblable système? Mon opinion est

indépendante de l'ambition, des services, de la fortune de mes pères. - Vous vous devez à votre bienfaiteur. — Je me dois à la vérité, ou du moins à ce que ma raison me donne pour elle. Ainsi donc, si le roi comble de biens toutes les familles de son royaume. il peut acheter leurs pensées, leur conscience. — Je ne dis pas cela. Vous outrez tout. Mais que dites-vous donc? — Je dis qu'il ne faut pas vivre des bienfaits de celui dont on combats les vues. — D'abord pourquoi prêtez-vous à l'autorité des vues despotiques? est-il bien sûr que le gouvernement gagneroit à ce que nous lui remissions ses bienfaits? il n'a pas besoin des bras d'un seul, mais il a besoin de cent mille bras. Un soldat est bien plus utile au roi que les trois louis qu'il donne ne sent utiles au soldat. - Vous divaguez maintenant. Il s'agit bien du foldat. - D'accord; mais il s'agit de vous rappeller que tout est contrat, que la société ne subsiste que par des liens mutuels, & que cette dépendance réciproque fait la sûreté de tous. Où est-ce que ce beau discours nous mène? - A vous prouver que si un monarque n'est pas maître de nos personnes, à plus forte raison ne l'est-il pas de nos pensées, & que

l'équivalent de ce que je reçois. Tout cela est du galimathias de brochure. — Oui, des brochures de Rousseau, de Smith, de Turgot, de Montesquieu. — Pour moi, je dirai toujours que la noblesse est l'appui du trône, qu'elle vit du trône & qu'elle se doit au trône. Mais le tiers-état qui ne vit pas du trône, qui ne reçoit rien du trône, qui est méconnu du trône, ne croira devoir en être le soutien qu'autant qu'il en sera protégé, aidé & soutenu au dehors. — Voila comme on perd ses places. — Voila comme on conserve sa gloire. Que le diable emporte les livres! que se diable emporte les courtisans!

- (19) Le prince d'Hessenstein étoit un jour à la toilette de madame la comtesse du B\*\*\*. Elle avoit un grand chien qui paroissoit vouloir manger. Que lui donner, dit-elle ? Donnez-lui un de vos courtisans, dit le prince. Ma foi, je ne sais pas s'il en voudroit, ajouta-t-elle.
- (20) Il est bien excusable. La dame de ses penses est une semme si sensible, douée d'une raison si douce; la décence de son maintien annonce le calme de son ame, & ses propos

toujours mesurés, sans être moins piquans, font que tout le monde s'énorqueillir de son estime & de son suffrage.

petit parallèle, qu'un petit essai, qu'une petit parallèle, qu'un petit essai, qu'une petite fable, que trois petits couplets sur les pains au lait. Que devenir si nous n'avons plus de Galathée, d'Esselle, de bon ménage? Accoutumés aux doctes leçons du Lycée, nous cublierons ce que l'on nous a appris au collége, & ce que nous devons à nos complaisans répétiteurs.

(22) Voyez la brochure de M. Mourgues de Mont-Redon. « Il n'est pas facile à un particulier de déterminer la proportion qu'il peut y avoir entre ces deux sortes de richesses du clergé; mais à en juger par les connoissances que nous avons dans une province où le clergé n'est pas mal partagé, même en propriétés soncières, nous sommes autorisés à croire que les revenus du clergé en dîmes, sont beaucoup plus considérament plus que les revenus en toute propriété foncière: nous pensons même que nous serons au-dessous de la vérité en estimant trois sois plus sorts les revenus en dîmes,

» que les revenus en propriétés foncières. Si » nous sommes dans l'erreur, c'est avec bonne » foi, & nous sommes prêts à nous rétracter

» fur la première preuve.

» Or, les revenus du clergé, qui confissent » en dîmes, proviennent d'une propriété son-» cière, déjà représentée aux états-généraux » par les membres de la noblesse & du tiers-» état, vrais propriétaires des sonds sur les-» quels la dîme se perçoit: donc ce seroit » une double représentation, au moins inu-» tile, que de saire entrer cette nature des » biens du clergé dans le calcul proportionnel » des députés qu'il doit avoir aux états-géné-» raux, en qualité de propriétaire soncier.

» Cette qualité de propriétaire foncier doit donc être réduite à ce qu'elle est réellement; c'est-à-dire, à la propriété des terres, des feigneuries, bois, domaines, &c. En considérant le clergé sous ce point de vue, qui nous paroît de toute justesse; en considérant le nombre respectif des terres & seigneuries qui appartiennent au clergé, & celui des terres & seigneuries qui appartiennent à la noblesse, nous sommes encore autorisés à penser que les biens du clergé, de cette nature, ne sorment pas la dixième partie des biens qui appartiennent à la noblesse du

» royaume. D'où nous serions fondés, toujours » dans nos principes, qu'il n'y a que les pro-» priétaires du sol qui puissent être regardés » comme parties intégrantes d'une nation » agricole, à admettre qu'il ne devroit y avoir, » aux états-généraux, qu'un député du clergé » sur neuf députés de la noblesse, pour former

» la classe des privilégiés. »

(23) Richel eu, Choiseul, Calonne, étoiens des hommes de beaucoup d'esprit; & parmiles rois Chatlemagne, Frédéric, Catherine, one joint cet avantage aux autres moyens de succès. Il n'y a point de mot plus impropre, dont la fignification soit plus vague que celle de ce mot esprit.

(24) Un archevêque vient de publier un mandement qu'on ne lui demandoit pas, dans lequel son faiseur a falsisié un passage & a substitué au mot, populus insurexit, ignobiles insurexerunt contra nobiles; & partant de ce texte, il déploie les principes séditieux de l'aristocratie contre les communes. A propos de quoi, dans un mandement, va-t-on traiter une question d'administration? Est-ce à la veille des états-généraux qu'il faut aigrir les esprits & somenter cet esprit de trouble qui agite les dissérens ordres de l'état.

Eh quoi! Mathan, d'un prêtre est-ce-la le langage? Le peuple irrité a fait justice de cer écrit imprudent, & l'a brûlé devant le palais de son auteur.

- (5) Un ministre devroit être un homme d'état dont le mérite constaté sût indépendant des orages des cours. En place ou disgracié, on devroit pouvoir dire: là repose le salut de la patrie, la méditation profonde, la connoisfance des hommes, le zèle pour la chose publique, les ressources du génie. Employés ou non employés les grands talens existent, au lieu que douze ministres remerciés redeviennent ignorés, inconnus. Il semble qu'en perdant leurs places ils perdent la capacité, & que toute leur valeur aît été dans leur brevet. Que faut-il conclure de là? Le voici: c'est que leurs successeurs étant de la même trempe, ils ne doivent pas se croire infaillibles, & devroient abjurer cette hauteur risible, qui les rend inaccessibles aux citoyens, meditant sans cesse l'amélioration de leur sort, & en trouvant quelquefois les moyens.
- (26) N'y a-t-il pas quelqu'injustice à exiger d'un homme tous les talens, parce qu'il a pris

une charge qui les exige tous ? Le défintérelsement, les lumières, l'ordre, l'incorruptibilité, ne sont-ils pas d'assez beaux présens de la nature? Oui, répond-on, mais il faudroit être homme d'état, quand on veut gouverner un état. D'accord. Mais lorsou'on fait ce qu'on peut, n'est-on pas du moins très-excusable? Pour prouver mon impartialité, je conviens que l'on n'a pas de grandes vues, que l'on est peu conciliant, que l'on veut plaire à tous; mais il faut convenir aussi que l'on se trouve dans les circonstances les plus épineuses, & que le moment est au-dessus de tous les talens. On ne tient pas ce que l'on avoit promis, la nation rabat de ses espérances, mais on fait mieux que le prédécesseur. D'ailleurs, on feroit mieux si la tête étoit plus libre: mais se voit l'objet de la haine des grands, des satyres, des gens à talent; baisser tous les jours dans l'opinion publique, affoiblir les moyens, & l'homme le plus capable finit par se survivre à lui-même. On ne peut pas aujourd'hui risquer la plus petite opération, l'empruut le plus mesquin, qu'ils ne soient analysés, dépouillés de toute enveloppe, & montrés au peuple dans toute leur misère. Cela rend le métier de ministre presque infaisable, chez une nation sur-tout

où l'on empruntoit cent millions dans deux jours, pour les dépenser dans deux mois. On a commencé par une enthousiasme ridicule, on finit par une indifférence voisine de l'ingratitude. J'aime tendrement celui qui est l'objet de ces réslexions, & je ne pardonne pas l'injustice envers un bienfaiteur du genre humain, & le soutien de la France.



